

Par **Marie-France Cros**

Élections au Congo: déjà un désastre

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni, réputée inféodée au régime Kabila) a annoncé jeudi le report des élections présidentielle, législative nationale et législative provinciale au 30 décembre prochain, bien qu'elles aient été promises, jurées et repromises maintes fois pour ce 23 décembre, par elle-même et par le président Joseph Kabila, hors mandat depuis deux ans. Officiellement, ce report est dû à des raisons "*techniques*" d'impréparation. Mais la tension est si forte, au Congo, que beaucoup de Congolais pourraient ne pas l'accepter. Car si ce processus électoral doit, en théorie, permettre la première transition pacifique du pouvoir dans ce pays, il est déjà un désastre.

N'ayant pas organisé les élections qui devaient le remplacer après deux mandats constitutionnels, Joseph Kabila a été pressé de le faire par la communauté internationale. Il a donc fait mine de s'exécuter, tout en organisant ses affidés afin qu'ils pipent les dés en faveur de son dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary, tout en créant des possibilités d'annuler les scrutins pour cause majeure – violences ou problèmes techniques.

Se sont donc multipliés, en parallèle, les conflits locaux, les atteintes à la neutralité du vote (imposition de machines à voter dont la Ceni a refusé de laisser auditer le logiciel; 16,6 % d'électeurs enregistrés irrégulièrement), les entraves aux meetings de l'opposition et les attaques physiques contre ses partisans. En réaction, nombre de Congolais, ulcérés par 18 ans de règne de Joseph Kabila – devenu millionnaire – sans que leur niveau de vie s'améliore, s'en prennent de plus en plus fréquemment aux représentants de la continuité.

Alors que le Congo est au bord de l'explosion, la communauté internationale s'y intéresse de moins en moins, faute de consensus. Que fera-t-elle quand le Congo se délitéra ?